



**HAL**  
open science

**Recension de l'ouvrage de Neil MacMaster, War in the Mountains. Peasant Society and Counterinsurgency in Algeria, 1918-1958, Oxford, Oxford University Press, 2020**

Didier Guignard

► **To cite this version:**

Didier Guignard. Recension de l'ouvrage de Neil MacMaster, War in the Mountains. Peasant Society and Counterinsurgency in Algeria, 1918-1958, Oxford, Oxford University Press, 2020. *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2024, 71-2, pp.145-147. hal-04812003

**HAL Id: hal-04812003**

**<https://hal.science/hal-04812003v1>**

Submitted on 29 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Recension par Didier Guignard de l'ouvrage de Neil MacMaster, *War in the Mountains. Peasant Society and Counterinsurgency in Algeria, 1918-1958*, Oxford, Oxford University Press, 2020, 504 p. (parue dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2024, n° 71-2, p. 145-147)**

Les travaux de l'historien britannique Neil MacMaster sur le racisme, la répression d'État ou la place des femmes dans la guerre d'Algérie font autorité.

L'apport majeur de ce nouvel ouvrage est de donner à voir et à comprendre la société rurale de l'Ouarsenis et du Dahra, les conditions de sa politisation dans les années 1920-1950. L'auteur promet « une histoire sociale “par le bas” » (p. 3) de façon à saisir, dans leurs constantes adaptations et interrelations, les foyers dispersés d'un territoire étendu. Ces massifs montagneux de l'Ouest algérien ont en effet accueilli, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les refoulés de la vallée du Chélif livrée à la colonisation. S'ils restent difficiles d'accès pour atteindre – sur les hauteurs – les clairières défrichées, l'espace vécu des familles déborde sur les piémonts et les faubourgs des centres européens. Tout dépend de l'emploi trouvé dans les mines ou sur les domaines agricoles, de l'accès à la terre comme petits propriétaires, fermiers ou métayers, y compris chez quelques grands féodaux algériens, passés au service de l'État français. La rationalité de ces montagnards en mouvement interroge N. MacMaster, alors qu'il découvre les archives militaires de l'*Opération Pilote* de 1957. Imaginé en pleine guerre d'indépendance par les croisés de l'action psychologique, auxquels l'ethnologue Jean Servier prête son concours, ce plan régional de reconquête des esprits montre rapidement ses limites. Comment méconnaître à ce point les ressorts d'une société paysanne gagnée – non sans mal – par le nationalisme et parent pauvre de l'historiographie ? La question est en réalité posée à tous les savoirs produits sur elle depuis les années 1920, quelle que soit leur finalité : dominer, mobiliser, faire connaître. Car le monde rural algérien de cette époque, souligne l'auteur avec raison, est trop souvent réduit à l'archaïsme tribal, aux traditions immuables ou, dans les écrits post-coloniaux de sociologues ou d'historiens, à la violence du déracinement. Il sait néanmoins faire le tri en montrant tout l'apport des écrits contemporains d'ethnographes, d'administrateurs ou de missionnaires au regard plus aiguisé.

Son point de départ est le moment où ces familles élargies (*'ayla*, pl. *'aylāt*) commencent à échapper à l'emprise clientéliste des caïds. Relais d'autorité, ils sont censés assurer le maintien de l'ordre et les rentrées fiscales, fournir les renseignements utiles à la pérennisation de la conquête. Issues de lignages maraboutiques et/ou enrichis par le commerce de denrées alimentaires, leurs propriétés n'ont souvent rien à envier à celles des Européens. Si bien qu'ils sont généralement capables de fidéliser des pèlerins, des locataires ou des hommes de main, au moins jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Avec l'appui de chefs de fraction nommés par le pouvoir, ils sont ainsi les yeux et les oreilles des administrateurs français de « communes mixtes », vastes circonscriptions qui réunissent 70 % de la population autochtone à l'échelle de l'Algérie, en marge des principaux noyaux de peuplement européen. En 1919, cependant, une loi d'inspiration libérale déstabilise involontairement ce régime en décidant l'élection, par la moitié des hommes adultes, des assemblées de douar (*ġamā'āt* en arabe, transcrit « djemâas » en français). Puisqu'aucun auxiliaire de l'État ne peut y siéger, un pouvoir local potentiellement concurrent du caïd et de l'administrateur se met en place. En effet, à la différence des djemâas de segments tribaux élémentaires qui continuent à régler en interne nombre d'affaires privées, l'assemblée de douar est reconnue officiellement et intervient à un niveau supérieur. Elle décide en particulier de l'accès aux parcours collectifs, participe à la distribution des prêts d'argent ou de semence (*via* les Sociétés indigènes de prévoyance), peut encore alerter le préfet ou le gouverneur des abus du caïd, des gardes forestiers ou de l'administrateur. Des paysans enrichis ou des agents subalternes, aguerris et instruits, qui se voient barrer la route de fonctions caïdales souvent héréditaires, reportent leurs ambitions sur la présidence des djemâas et se font les porte-voix de ceux qui n'en ont pas.

Cette politisation croissante finit par en rencontrer d'autres, dans les années 1930-1950, issues cette fois du combat syndical, communiste et nationaliste. Cependant, la greffe ne s'opère pas en un jour puisque les messages diffusés comme les modes de mobilisation sont ceux d'Algériens ou d'Européens souvent issus de l'émigration, de banlieues industrielles éloignées par la distance et la culture de cette région rurale. Si les idéologues peuvent en outre unir leurs efforts pour la défense des humbles, le projet indépendantiste est une ligne rouge que beaucoup se refusent à franchir. Ils ont surtout besoin de médiateurs culturels pour convaincre des paysans-mineurs ou des journaliers agricoles à les suivre, en dépit des risques encourus. Ces perles rares doivent savoir ménager les croyances religieuses et les valeurs d'une société patriarcale, peu sensible à un discours en termes de lutte des classes. Ils finissent toutefois par en trouver parmi les fils de notables éduqués en ville, les commerçants itinérants, de modestes écrivains publics, mineurs ou des propriétaires de quelque importance, susceptibles d'entraîner parents ou dépendants et de parler leur langage. Y contribue enfin la crise économique des années 1930, aggravée par les effets de la Seconde Guerre mondiale. Elle réduit sévèrement les ressources que les grandes familles caïdales sont en mesure de distribuer, et rend d'autant plus insupportables les détournements de secours quand la famine menace. Avec la croissance démographique, la surexploitation des terres pauvres en montagne n'offre plus les compléments indispensables à la subsistance. Certains cercles réformateurs autour du gouverneur Yves Chataigneau (1944-1948) en ont bien conscience. Mais l'échec de leur plan de développement économique et de modernisation administrative des communes d'Algérie, dans le sillage des répressions sanglantes de mai-juin 1945, précipite localement la bascule dans le nationalisme.

Pourtant, quand la guerre d'indépendance éclate, les maquis de l'Ouarsenis et du Dahra tardent à émerger, en présence de communautés paysannes toujours méfiantes. Le recrutement ne s'opère vraiment qu'à partir de 1956 et sur des bases clientélistes qui contribuent à entretenir des luttes fratricides entre troupes frontistes, messalistes ou communistes, au point – pour certaines d'entre elles – de conclure un pacte avec l'armée française. C'est bien cette violence armée tous azimuts qui finit par simplifier la carte des engagements locaux au profit du FLN. Les expériences de la guerre contre-révolutionnaire, qui vise à promouvoir des djemâas alliées à la France, comme les regroupements forcés de villageois, annonçant les bombardements de zones interdites, n'y changent rien. Malgré l'ampleur des dégâts, des maquis exsangues peuvent toujours se reconstituer avec le soutien de ruraux, capables de faire bloc et de démontrer ainsi – sur la longue durée – leur incroyable résilience.

La force de la démonstration de N. MacMaster tient d'abord à sa grande maîtrise de l'historiographie. Il repère immédiatement ce qui, dans le nœud de l'archive ou à la lumière d'événements locaux, fait sens à une tout autre échelle, est susceptible de faire progresser la connaissance, de corriger certaines idées reçues. Une série de gisements documentaires, circonscrits dans le temps et l'espace, sont exploités à cette fin avec bonheur. Ils sont les touches successives d'un tableau d'ensemble qui finit par se révéler dans ses différents paysages, connexions et évolutions fines. Le lecteur découvre ainsi, dans le centre de Duperré des années 1930, une « petite Moscou » activement surveillée par les gendarmes. Il ne perd pas le fil avec l'enquête ethnographique de Jacques Lizot, en 1946, sur une fraction des Beni Hindel, à proximité de la mine de zinc de Bou Caïd. Les papiers de la *kasma* 4 311, interceptés onze ans plus tard, lui font encore comprendre – dans la continuité et les violentes secousses – le fonctionnement d'un maquis FLN de l'Ouarsenis. Le style de N. MacMaster est d'une grande élégance, mais aussi très persuasif, quand il s'agit de réévaluer le poids du clientélisme, des liens familiaux et du fait religieux, la place des métayers ou de la pluriactivité chez les ruraux, l'importance des différenciations sociales et culturelles entre les Algériens. Des porosités sont toujours possibles entre les professions ou milieux et parfaitement mises en évidence dans la galerie de portraits proposée, tout en nuances, du sénateur Abdelkader Saïah, sensible jeune à l'idée d'indépendance, au fils de paysan pauvre Mohammed Marouf, syndicaliste passé par Paris et Moscou, inlassable organisateur de grèves chez les mineurs et ouvriers agricoles ; du président de djemâa Hadj Mohammed Zitoufi, étonnant patriarche communiste, fondateur d'un « maquis rouge », au fils de paysan enrichi Djilali Belhadj, formé à l'académie militaire de Cherchell et dont la troupe messaliste, soutenue un temps par l'armée française, se pense – jusqu'à sa destruction finale et au ralliement des survivants au FLN – comme une possible « 3<sup>e</sup> force ». Le livre limpide de N. MacMaster est un antidote aux idées simples. Il comble un manque, sur une thématique pourtant largement travaillée : les origines du nationalisme algérien, parce qu'il explore les conditions réelles d'une conversion paysanne. Le monde rural retrouve ainsi toute son autonomie et un tel résultat est appelé à faire école, c'est-à-dire à réorienter les objets d'enquête comme la manière d'écrire l'histoire de l'Algérie contemporaine.